

● (1125)

La société de la Couronne dont il est question ici illustre parfaitement ce dont je parle. Ce qui arrive, c'est que le gouvernement abuse des sociétés de la Couronne comme instruments de ses politiques. L'ennemi véritable des sociétés de la Couronne n'est pas l'opposition, ni d'ailleurs les sociétés de la Couronne elles-mêmes, mais bien le gouvernement. Par sa mauvaise gestion et son incompetence, il a miné la crédibilité des sociétés de la Couronne. Il les a jetées dans l'opprobre aux yeux du Parlement et de la population avec son gaspillage et ses méthodes antidémocratiques.

Surtout depuis trois ans, le gouvernement se sert des sociétés de la Couronne—et, encore une fois, la SEE en est un bon exemple—pour masquer d'énormes déficits. Il canalise une bonne partie de la dette publique dans les sociétés de la Couronne pour que les comptes paraissent mieux qu'ils ne le feraient autrement. Il se sert des sociétés de la Couronne pour circonvenir le Parlement et grossir la bureaucratie. Cette année, le déficit fédéral est de l'ordre de trente milliards de dollars si l'on en croit les données gouvernementales mais, si les sociétés de la Couronne n'étaient pas aussi mal utilisées, le déficit serait bien supérieur, à mon avis.

Le vérificateur général a dit qu'en se servant des sociétés de la Couronne le gouvernement avait en fait créé un gouvernement parallèle en grande partie hors du contrôle et de la portée du Parlement. Peu de comptes ont été rendus. Les sociétés de la Couronne ont fonctionné à part, à l'abri de l'examen critique du Parlement, des médias et de la population.

Le cas que je connais le mieux parce qu'il touche la région de l'Atlantique est celui du Canadien National. Cette société a dissimulé ses comptes au vérificateur général, au gouvernement et au Parlement. Le vérificateur général s'est dit outragé de voir que l'*Abegweit*, le vaisseau de CN Marine qui fait la navette entre l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, dans le détroit de Northumberland, était financé par le gouvernement par l'entremise de CN Marine, un service du Canadien National. Il s'est dit outragé et a exigé de voir les livres du CN. Le président du Canadien National a refusé catégoriquement.

Cela montre bien à quel point les sociétés de la Couronne sont maintenant suffisamment autonomes pour croire qu'elles n'ont de compte à rendre ni au Parlement ni à la population. Au moins les sociétés privées doivent-elles soit rendre des comptes à quelqu'un, comme à leur conseil d'administration, soit prendre en considération des réalités comme la situation du marché ou les limites qu'impose la rentabilité. A l'heure actuelle, de plus en plus à cause de l'incompétence du gouvernement, et non pas à cause de la nature même des sociétés de la Couronne, ces dernières deviennent les nouveaux despotes de la vie politique canadienne, n'ayant de compte à rendre à personne.

Selon moi, un organisme comme la Société pour l'expansion des exportations a un rôle à jouer, parce que le Canada dépend de ses échanges commerciaux. Nous avons déjà été et nous pourrions encore, dans l'ensemble, être l'une des principales nations commerçantes du monde. Malgré les piètres résultats obtenus par l'actuel gouvernement depuis 1968, 30 p. 100 de notre produit national brut provient de nos échanges commerciaux.

### Expansion des exportations—Loi

● (1130)

En 1968, lorsque l'actuel premier ministre (M. Trudeau) a pris le pouvoir, le Canada détenait 5.74 p. 100 du marché mondial. En 1981, cette proportion était tombée à 3.8 p. 100. Cela représente des pertes de centaines et de centaines de millions de dollars, pertes dont le pays, notre produit national brut et les Canadiens en général ont souffert. Cela signifie des milliers d'emplois de moins dans chaque région du pays dépendant des échanges commerciaux.

Pourquoi avons-nous perdu la place enviable que nous occupions aux dépens du Japon, de l'Allemagne, des États-Unis, de la France et même de la Grande-Bretagne et de l'Italie? Le gouvernement est directement responsable de cette situation, car il n'a pas su se donner une stratégie et planifier à long terme de concert avec le secteur privé. Il n'a pas su également engager suffisamment de ressources dans le domaine de la recherche et du développement et comprendre qu'il devrait travailler en étroite collaboration avec le secteur privé et accorder plus d'importance à la recherche et au développement, afin de créer de nouveaux biens et services qui permettent au Canada de se tailler une place sur les marchés mondiaux. Il a, enfin, négligé l'aspect publicitaire du vrai commerce.

Le député de Northumberland (M. Hees) a été ministre du Commerce dans le gouvernement Diefenbaker et il s'est illustré comme un remarquable vendeur. Il a compris l'importance du secteur privé pour s'implanter dans de nouveaux marchés, les cultiver et aider le Canada à être compétitif partout dans le monde. Il a mis la bureaucratie gouvernementale au service du secteur privé et il a collaboré étroitement avec ce dernier pour favoriser l'esprit d'entreprise au Canada. Il avait de l'imagination, un esprit créateur, de l'allant et du brio. A l'instar de son ministère et du gouvernement d'alors, il laissait au secteur privé les coudées franches.

En terminant, je voudrais souligner que dans ma propre petite province de l'Île-du-Prince-Édouard, les échanges commerciaux représentent 9.6 p. 100 du produit intérieur brut. Le chiffre de 1982 devrait passer à 10.8 p. 100. Cette augmentation n'était attribuable ni à la bureaucratie ni aux gouvernements provincial ou fédéral. Elle découlait plutôt de l'esprit créateur, de l'imagination et du brio du chef d'entreprise auquel le gouvernement laissait toute la latitude voulue.

En 1982, les échanges commerciaux ont rapporté 102.8 millions de dollars à la minuscule province de l'Île-du-Prince-Édouard, ce qui montre bien que les possibilités sont là. Cependant, ni le présent projet de loi ni la loi sur l'expansion des exportations ne nous permettront d'en profiter; le gouvernement devra plutôt encourager l'esprit d'entreprise du secteur privé au lieu de le freiner.

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, après avoir écouté le dernier orateur, je sens le besoin de prendre la parole pour reconnaître qu'il y a beaucoup de vrai dans ce qu'il a dit. Nous devons toutefois nous pencher sérieusement sur le dilemme où se trouve toute nation qui, de tout temps, a compté sur sa capacité de faire des échanges commerciaux. D'après mon expérience à promouvoir l'idée d'une société commerciale et à travailler pour la faire établir, je crois que le Canada doit faire sentir beaucoup plus sa présence dans les affaires internationales. La présence canadienne doit être le